

Rapport semestriel de la direction sur le rendement du Fonds

Au 31 mars 2021

Le présent rapport semestriel de la direction sur le rendement du Fonds contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers semestriels ou annuels du Fonds. Vous pouvez obtenir un exemplaire des états financiers semestriels ou annuels gratuitement, sur demande, en appelant au 1-888-809-3333, ou en nous écrivant à Placements NordOuest & Éthiques S.E.C., 151, rue Yonge, bureau 1200, Toronto (Ontario) M5C 2W7 ou en visitant notre site Web à www.placementsnei.com ou celui de SEDAR à www.sedar.com.

Les porteurs de parts peuvent aussi communiquer avec nous, de l'une ou l'autre de ces façons, pour obtenir un exemplaire des politiques et des procédures de vote par procuration du fonds de placement, du rapport des votes par procuration ou de l'information trimestrielle sur les portefeuilles.

Analyse du rendement par la direction

Objectif et stratégies de placement

L'objectif de placement du Portefeuille est de procurer un revenu, tout en permettant une croissance du capital à long terme, principalement en investissant directement ou indirectement dans des titres à revenu fixe et, dans une moindre mesure, dans des actions. Pour atteindre ses objectifs, le Portefeuille investira dans des OPC sous-jacents, qui peuvent être gérés par Placements NEI.

Risques

Les risques liés à un placement dans le Portefeuille demeurent les mêmes que ceux indiqués dans le prospectus simplifié. Le Portefeuille convient aux investisseurs qui visent le court à moyen terme et dont le niveau de tolérance au risque est faible. Tout changement apporté au Portefeuille n'a pas eu d'incidence sur son niveau de risque global.

Résultats

Pour les six mois clos le 31 mars 2021, les parts de série W du Portefeuille privé NEI revenu ont dégagé un rendement de -0,6 %, comparativement à un rendement de -0,9 % pour l'indice de référence décrit ci-après.

Contrairement à celui de l'indice de référence, les rendements du Portefeuille sont établis après déduction des frais et charges payés par le Portefeuille. L'écart de rendement entre les séries de parts est principalement attribuable aux frais de gestion imputés à chaque série. Consultez la section « Rendement passé » pour connaître le détail des rendements par série.

L'indice de référence mixte est composé à 80 % de l'indice des obligations universelles FTSE Canada, à 6 % de l'indice composé S&P/TSX (rendement total) et à 14 % de l'indice MSCI Monde NR (\$ CA).

La valeur liquidative du Portefeuille est passée de 90 266 166 \$ au 30 septembre 2020 à 140 700 280 \$ au 31 mars 2021, en hausse de 55,87 % pour la période. Cette variation de l'actif net est attribuable aux opérations des porteurs de parts, qui ont totalisé un montant net de 51 654 880 \$, et aux opérations de placement de -1 220 766 \$, y compris la plus-value (moins-value) du marché, les revenus et les charges.

Facteurs ayant influé sur le rendement

Au cours de la période de six mois close le 31 mars 2021, les marchés boursiers mondiaux ont continué à gagner du terrain, soutenus par les avancées encourageantes de la vaccination contre la COVID-19 et l'augmentation des mesures de relance budgétaire. Les résultats préliminaires des essais de vaccins se sont révélés meilleurs que prévu, certains vaccins atteignant un taux d'efficacité élevé, supérieur à 90 %. Les investisseurs ont commencé à regarder au-delà de la possibilité de nouvelles vagues d'infection à la COVID-19 et des mesures de confinement connexes pour prévoir qu'il y aura une fin à cette crise en 2021. Les principaux risques que les marchés continuent d'évaluer sont notamment la capacité des pays à augmenter la production de vaccins et à répondre en temps opportun aux besoins de distribution à grande échelle, ainsi que la volonté générale de la population de se faire vacciner.

Le Parti démocrate a remporté l'élection présidentielle en novembre ainsi que le second tour de l'élection présidentielle en Géorgie en janvier. Avec Joe Biden comme président, les Démocrates contrôlent une Chambre et un Sénat unifiés, ce qui leur permet d'adopter des politiques relatives aux mesures d'aide liées à la COVID-19, aux changements climatiques, à l'impôt des sociétés et à la réglementation. En mars, le président Biden a signé le plan de relance de 1,9 billion de dollars américains, qui propose un soutien économique supplémentaire aux consommateurs et aux entreprises. Concurrément, les banques centrales du monde entier continuent de montrer leur soutien, peu enclines à courir le risque d'une nouvelle récession, et elles fourniront un soutien monétaire extraordinairement accommodant jusqu'à ce que s'installe une reprise plus substantielle. Dans ce contexte, le Fonds monétaire international a relevé ses prévisions de croissance du PIB mondial pour 2021, pour la faire passer de 5,2 % à 5,5 %. Le rendement de l'indice MSCI Monde (\$ CA) a connu une hausse impressionnante de 12,51 %, tandis que celui de l'indice Bloomberg Barclays Global Aggregate (couvert en \$ CA) a reculé de 1,69 % en raison de la hausse de l'inflation et des rendements obligataires.

Au Canada, la ministre des Finances Chrystia Freeland a annoncé « le plan de relance de l'économie le plus important depuis la Seconde Guerre mondiale » pour aider à stimuler l'économie. Le plan prévoit un investissement de 70 milliards de dollars à 100 milliards de dollars (soit 3 % à 4 % du PIB) au cours des trois prochaines années pour stimuler l'économie. Parallèlement, la Banque du Canada continue de répéter que « que la reprise doit continuer d'être appuyée par des mesures de politique monétaire exceptionnelles ». Les taux étant déjà à la valeur plancher, la Banque du Canada a rajusté son programme d'assouplissement quantitatif, réduisant ses achats de 5 milliards de dollars à 4 milliards de dollars et concentrant plutôt ses achats sur la dette à plus long terme. Au Canada, le déploiement de la vaccination a été l'un des plus lents parmi les pays du G7, même si le pays a commandé plus de 400 millions de doses de vaccin (le chiffre le plus élevé par habitant au monde à l'époque). La lenteur de la distribution de vaccins a entraîné de nouvelles mesures de confinement et restrictions dans l'ensemble du pays. Le rendement de l'indice composé S&P/TSX a connu une hausse impressionnante de 17,75 % et celui de l'indice des obligations universelles FTSE Canada a chuté de 4,44 %.

Aux États-Unis, où la « vague bleue » s'est concrétisée, les investisseurs ont pris en compte les révisions à la hausse des prévisions de croissance et d'inflation. Les États-Unis font partie du peloton de tête pour ce qui est de la vaccination. Selon le CDC, près d'un tiers de la population a reçu la première dose du vaccin et le marché s'attend à ce que la population américaine atteigne l'immunité collective d'ici la fin de l'été. Les projections économiques de mars de la Réserve fédérale indiquent une croissance du PIB réel de 6,5 % en 2021 et une inflation de 2,4 %. Cela signifie que la Réserve fédérale prévoit une croissance de 8,9 % du PIB nominal en 2021. Malgré la vigueur de l'économie, la Réserve fédérale devrait maintenir ses taux d'intérêt à zéro pour les trois prochaines années, confirmant ainsi son engagement à l'égard du nouveau cadre d'inflation. Avec l'arrivée de l'ancienne présidente de la Réserve fédérale, Janet Yellen, à la direction du département du Trésor américain, on s'attend à une expansion monétaire et budgétaire coordonnée au cours des prochaines années. Le rendement de l'indice S&P 500 (\$ CA) a augmenté de 12,04 % au cours de la période, tandis que celui de l'indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate (couvert en \$ CA) a reculé de 2,81 % en raison des rendements plus élevés.

En Europe, les pays ont dû jongler avec des problèmes de distribution des vaccins et l'augmentation du nombre de cas d'infection. Les données de Our World in Data montrent que seulement 12,7 % environ des Européens auraient reçu leur premier vaccin. Malgré les données liées à la COVID-19, les données de l'indice des directeurs d'achats du secteur de la fabrication démontrent que le secteur des services pourrait avoir passé un cap; le secteur manufacturier reste solide alors que, dans la zone euro, l'indice PMI du secteur manufacturier a atteint des sommets historiques. En outre, la Banque centrale européenne a décidé d'intensifier le rythme de ses achats d'obligations au cours du prochain trimestre. Le rendement de l'indice MSCI Europe (en \$ CA) a augmenté de 13,22 % au cours de la période, tandis que celui de l'indice MSCI Japon (en \$ CA) s'est bonifié de 10,15 %.

La Chine s'en est beaucoup mieux sortie et a mené le bal dans le cadre de la reprise au cours du quatrième trimestre et au début de la nouvelle année. Les données publiées continuent d'impressionner, et le PIB chinois est en hausse sur douze mois, témoignant du succès des mesures de confinement. En revanche, le FMI prévoit qu'aucun des pays du G7 ne retrouvera son niveau de production économique d'avant la pandémie d'ici 2021. Bien que la Chine eut affiché un taux de croissance record de 18,5 % sur douze mois au premier trimestre, les données trimestrielles montrent que le PIB de la Chine a augmenté de 0,6 %, soit le taux le plus bas de la dernière décennie et une baisse par rapport à 3,2 % au quatrième trimestre de 2020. Le rendement de l'indice MSCI EM (\$ CA) a augmenté de 15,20 % au cours de la période.

Pour la période, les Fonds qui ont le plus contribué au rendement global sont le Mandat NEI répartition d'actifs sous gestion, série I, dont la pondération moyenne a été de 19,95 % et le rendement de 6,16 %, et le Mandat NEI actions canadiennes, série I, assorti d'une pondération moyenne de 3,01 % et d'un rendement de 23,33 %.

Événements récents

Les perspectives de croissance économique mondiale continuent de s'améliorer en raison de l'ampleur des mesures de relance et du rythme de la distribution des vaccins. Cette distribution se déroulait à deux vitesses au 31 mars 2021. Aux États-Unis, les données des CDC montrent que plus de 30 % de la population a reçu une première dose. Pendant ce temps, selon Our World in Data, seulement près de 12,7 % de la population européenne a reçu une première dose (12,7 % en France, 11,8 % en Italie, 11,9 % en Allemagne, 11,4 % en Espagne et 45,9 % au Royaume-Uni). L'Europe accuse un retard dans la distribution des vaccins et est maintenant aux prises avec une nouvelle vague de cas de COVID-19. Alors que la fin de la pandémie est en vue, les décideurs politiques ont resserré les mesures de distanciation sociale afin d'empêcher qu'une autre vague frappe avant que les vaccins puissent être distribués. L'économie américaine devrait très bien faire au début de l'année, et la reprise économique devrait se propager dans le reste du monde plus tard cette année. Nous avons un point de vue favorable à l'égard des actions compte tenu de la réouverture des économies et de la reprise de la croissance mondiale engendrée par les mesures de relance.

Avec le confinement, les gens ont peu dépensé et les mesures de relance budgétaire ont fait grimper les revenus, permettant aux consommateurs d'accumuler une épargne excédentaire importante. Alors que les économies commencent à s'ouvrir, il existe une forte demande latente qui devrait stimuler la consommation pour le reste de l'année. Du côté de l'offre et de la demande, nombre de blocages ont entravé l'économie en raison des mesures de confinement, ce qui a provoqué des pénuries et une hausse des prix des marchandises. Les acteurs du marché essaient de prévoir dans quelle mesure la demande refoulée augmentera l'inflation.

Au cours des prochains mois, nous prévoyons que des pressions sur les prix seront exercées du côté de l'offre et se refléteront dans les données sur l'inflation. En outre, l'incidence de base de la baisse significative de l'inflation en mars dernier sur les données en glissement annuel entraînera à la hausse les prévisions d'inflation. Nous observons déjà le début d'une remontée de l'inflation dans les pays développés. Il existe une forte probabilité que l'inflation aux États-Unis entre mars et mai soit supérieure à 2 %, ce qui devrait soutenir la hausse des rendements.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale a confirmé qu'elle permettrait à l'inflation de dépasser la cible établie à long terme de 2 %, montrant ainsi qu'elle s'engage à respecter son nouveau cadre d'inflation. En août 2020, la Réserve fédérale a modifié son cadre d'inflation mentionnant qu'elle « visera probablement à atteindre une inflation modérément supérieure à 2 % pendant un certain temps » après des périodes de faible inflation persistante. Cette nouvelle stratégie est appelée « FAIT » pour « flexible form of average inflation targeting » (cadre de ciblage flexible de l'inflation moyenne).

Les projections économiques de mars de la Réserve fédérale indiquent une croissance du PIB réel de 6,5 % en 2021 et une inflation de 2,4 %. Cela signifie que la Réserve fédérale prévoit une croissance du PIB nominal de 8,9 % en 2021. La Réserve fédérale devrait d'ailleurs maintenir les taux d'intérêt à zéro pour les trois prochaines années, malgré la forte croissance et l'inflation. En maintenant une politique monétaire conciliante, la Réserve fédérale permet à l'économie de tourner à plein régime.

Au sein des marchés, la possibilité d'une hausse de l'inflation mondiale constitue le principal risque dont chacun se préoccupe. Ainsi, pour la première fois depuis le début de la pandémie, les préoccupations à l'égard de la COVID-19 sont reléguées au deuxième rang. Les mesures de relance budgétaire, l'épargne excédentaire, les contraintes d'approvisionnement et l'orientation de la politique de la Réserve fédérale sont autant de facteurs qui favorisent la hausse des prix et de l'inflation cette année. Nous pensons que la forte croissance économique et la tendance à la hausse des rendements obligataires vont se poursuivre. Ces facteurs entraîneront une nouvelle hausse des rendements, ce qui nous incite à conserver notre sous-pondération dans les obligations et notre surpondération dans les actions cycliques dans nos solutions de répartition d'actifs.

Le principal sujet de préoccupation au Canada a été la lenteur de la distribution des vaccins et la possibilité d'une troisième vague de cas d'infection au virus. Selon Bloomberg, 5,43 millions de doses du vaccin ont été administrées au total, ce qui représente une moyenne de 176 873 doses par jour. À ce rythme, on estime qu'il faudra neuf mois pour administrer deux doses à 75 % de la population. Outre les problèmes d'approvisionnement en vaccins, les autorités sanitaires ont recommandé de suspendre l'administration du vaccin d'AstraZeneca aux personnes de moins de 55 ans en raison d'un risque de caillots sanguins. En raison de cette recommandation, il faudra plus de temps au Canada pour vacciner sa population. Malgré les problèmes logistiques liés à la distribution des vaccins, nous conservons un point de vue favorable à l'égard des actions canadiennes. L'offre restreinte dans les marchés des produits de base devrait soutenir l'élan des secteurs de l'énergie et des matériaux au cours des prochains trimestres. Avec le retour graduel de la croissance mondiale tout au long de l'année, le Canada devrait tirer parti de la reprise soutenue dans les secteurs cycliques et du redressement des produits de base.

Dans nos solutions de répartition d'actifs, nous maintenons des positions neutres en actions internationales; toutefois, nous commençons à adopter un point de vue favorable à l'égard des actions européennes. Les investisseurs continuent de se tourner vers les indices à bêta élevé dans un contexte de croissance économique. L'Europe doit encore composer avec des enjeux liés à la distribution des vaccins et de nouveaux cas d'infection, mais les marchés boursiers commencent à être attrayants. Les données du PMI montrent que le secteur des services est en train de se redresser, et le secteur manufacturier demeure solide alors que l'indice PMI manufacturier de la zone euro atteint des sommets historiques. En outre, la Banque centrale européenne a décidé d'accroître la cadence de ses achats d'obligations au cours du prochain trimestre, ce qui devrait contribuer à maintenir les taux d'intérêt bas en Europe et exercer une pression à la baisse sur l'euro, et ainsi soutenir les exportateurs. Les marchés boursiers européens sont plus fortement pondérés dans les titres bancaires et des secteurs cycliques sensibles à l'économie, lesquels devraient profiter du contexte actuel.

Notre position dans les marchés émergents est neutre, et nous privilégions une sous-pondération de la Chine. Historiquement, l'impulsion procurée par le crédit en Chine précède la croissance d'environ six mois et elle a atteint un sommet à la fin de l'année dernière. La croissance de la dette est un moteur important de l'activité économique par l'entremise de prêts consentis aux consommateurs et aux entreprises. L'impulsion procurée par le crédit est une mesure simple du flux de crédit dans l'économie. Plus précisément, l'impulsion procurée par le crédit correspond à la variation du taux de croissance du crédit, qui est en étroite corrélation avec la demande privée. Les mesures de relance monétaire en Chine ont diminué et la hausse du dollar américain et des rendements devient de plus en plus un obstacle à la croissance. Le rendement des indices des marchés émergents a profité de l'essor des titres de sociétés technologiques, qui, selon nous, souffriront de la hausse des taux d'intérêt, notamment les titres de sociétés logicielles chinoises.

Compte tenu des nouvelles positives à l'égard de la croissance mondiale, de la distribution de vaccins et de l'ampleur des plans de relance budgétaire, il est difficile d'articuler une thèse baissière pour les actions mondiales. Cependant, il faut éviter de se montrer trop optimiste malgré toutes les nouvelles positives, au risque de devenir complaisant. Nous maintenons notre surpondération dans les actions dans nos solutions de répartition d'actifs, mais nous sommes attentifs à un optimisme excessif des investisseurs.

Opérations entre apparentés

Placements NordOuest & Éthiques S.E.C. (« PNE SEC ») est le gestionnaire, le fiduciaire, le gestionnaire du Portefeuille et l'agent chargé de la tenue des registres du Portefeuille. Le commandité de PNE SEC, Placements NordOuest & Éthiques Inc., est une filiale en propriété exclusive de Patrimoine Aviso Inc. (« Aviso »). Aviso est aussi l'unique commanditaire de PNE SEC. Aviso est une filiale en propriété exclusive de Patrimoine Aviso S.E.C., qui est elle-même détenue à 50 % par Desjardins Holding financier inc. et à 50 % par une société en commandite appartenant à cinq coopératives de crédit provinciales et à Groupe CUMIS limitée. Desjardins Holding financier inc. est une filiale en propriété exclusive de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (« Fédération »).

PNE SEC impute des frais d'administration fixes au Portefeuille au lieu de certaines charges variables. En contrepartie, PNE SEC s'acquitte de toutes les charges d'exploitation du Portefeuille, à l'exception de certains coûts spécifiques (par exemple, les frais et les charges du comité d'examen indépendant, les taxes, les impôts et les courtages), y compris les paiements aux parties liées. Ces services sont offerts dans le cours normal des activités et sont évalués à une valeur d'échange similaire à celle utilisée pour les autres parties indépendantes. Fiducie Desjardins inc. (« Fiducie Desjardins ») est le dépositaire du Portefeuille. La Fiducie Desjardins est une filiale en propriété exclusive de la Fédération. Le Portefeuille peut effectuer des opérations de prêt de titres et de mise en pension de titres, et la Fiducie Desjardins peut agir à titre d'agent de prêt de titres et de mise en pension de titres du Portefeuille (« agent »). Le revenu tiré de ces opérations est réparti entre le Portefeuille et l'agent à raison de 60 % et 40 %, respectivement. Valeurs Mobilières Desjardins inc. (« VMD ») est un courtier en valeurs qui effectue, pour le compte du Portefeuille, des opérations sur ses titres en portefeuille. VMD est une filiale en propriété exclusive de la Fédération.

S'il y a lieu, les commissions versées par le Portefeuille à VMD et les montants reçus des fonds sous-jacents gérés par PNE SEC au cours de la période sont présentés.

	Mars 2021 (\$)	Mars 2020 (\$)
Montants reçus des fonds sous-jacents	2 089 344	360 119

Les sous-conseillers du Portefeuille peuvent confier certaines des opérations du Portefeuille à des sociétés de courtage affiliées à PNE SEC, à condition que les capacités et les coûts d'exécution des opérations de ces sociétés affiliées soient semblables à ceux de sociétés de courtage admissibles non affiliées.

Les parts du Portefeuille sont distribuées par Credential Asset Management Inc. et Valeurs mobilières Qtrade Credential inc. PNE SEC paie à ces apparentés des frais de placement et de service calculés selon un pourcentage de la valeur liquidative quotidienne moyenne des parts de chaque Fonds détenues par les clients des courtiers et, dans certains cas, selon la valeur de l'achat initial.

PNE SEC a constitué un CEI du Portefeuille, comme l'exige le *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement*, pour qu'il examine les conflits d'intérêts qui surviennent dans le cadre de la gestion des portefeuilles de placement. Le Portefeuille ne s'est appuyé sur aucune approbation, recommandation favorable ou instruction permanente du CEI du Portefeuille dans le contexte des opérations entre parties liées.

Le présent document comporte des énoncés prospectifs. Ces énoncés se caractérisent par l'utilisation d'expressions comme « planifier », « prévoir », « avoir l'intention de », « s'attendre à », « estimer » et d'autres expressions semblables. Les énoncés prospectifs comportent des risques et des incertitudes connus et inconnus ainsi que d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels, les niveaux d'activité et les réalisations diffèrent grandement de ceux formulés, implicitement ou explicitement, dans ceux-ci. Ces facteurs comprennent notamment la conjoncture économique, les conditions commerciales et de marché, la fluctuation du cours des titres, des taux d'intérêt et des taux de change, ainsi que les mesures prises par les autorités gouvernementales. Il se peut que les événements futurs et leurs effets sur le Portefeuille ne soient pas les mêmes que ceux que nous avons prévus. Les résultats réels peuvent différer grandement des résultats projetés dans ces énoncés prospectifs. Nous ne prenons pas l'engagement de mettre à jour ou de revoir tout énoncé prospectif en fonction de nouveaux renseignements, de faits nouveaux ou d'autres facteurs, et nous nous libérons expressément de toute obligation à cet effet.

Faits saillants financiers

Les tableaux ci-dessous présentent les principales données financières concernant le Portefeuille et ont pour objet de vous aider à comprendre les résultats financiers du Portefeuille pour la période de six mois close le 31 mars 2021 et chacun des cinq derniers exercices, le cas échéant.

Actif net par part (\$) ⁽¹⁾

Série	Période	Actif net au début de la période	Augmentation (diminution) liée à l'exploitation					Distributions						Actif net à la fin de la période
			Total des revenus	Total des charges	Gains (pertes) réalisés	Gains (pertes) non réalisés	Augmentation (diminution) totale liée à l'exploitation ⁽²⁾	Revenu de placement (sauf les dividendes)	Dividendes	Provenant de fonds sous-jacents	Gains en capital	Remboursement de capital	Distributions totales ^{(3), (4)}	
W	Mars 2021	10,05	0,18	-0,07	0,00	-0,21	-0,10	0,00	0,00	0,10	0,06	0,04	0,20	9,79
	Sept. 2020	9,95	0,21	-0,15	-0,01	0,47	0,52	0,00	0,00	0,06	0,00	0,34	0,40	10,05
	Sept. 2019	10,00	0,08	-0,03	0,00	-0,08	-0,03	0,00	0,00	0,04	0,00	0,06	0,10	9,95
WF	Mars 2021	10,15	0,17	-0,03	0,00	-0,23	-0,09	0,00	0,00	0,14	0,05	0,01	0,20	9,93
	Sept. 2020	9,96	0,22	-0,07	-0,01	0,45	0,59	0,00	0,00	0,14	0,00	0,26	0,40	10,15
	Sept. 2019	10,00	0,04	-0,01	0,00	0,00	0,03	0,00	0,00	0,02	0,00	0,08	0,10	9,96

1) Toutes les données par part présentées en 2021 se rapportent à l'actif net établi conformément aux IFRS et proviennent des états financiers semestriels du Portefeuille pour la période close le 31 mars 2021.

2) L'actif net et les distributions sont fonction du nombre réel de parts en circulation au moment considéré. L'augmentation ou la diminution attribuable à l'exploitation est fonction du nombre moyen pondéré de parts en circulation au cours de la période à l'étude.

3) Les distributions ont été payées en trésorerie ou réinvesties en parts additionnelles du Portefeuille.

4) Les distributions (le cas échéant) qui auraient pu être effectuées et qui reflétaient un remboursement de capital excédant les gains à court terme visaient à réduire toute perturbation et à procurer de la stabilité aux investisseurs qui ont choisi de recevoir leurs distributions en espèces, comme il est indiqué dans le prospectus simplifié. Ces montants sont passés en revue à la fin de chaque année civile. Les membres de la direction et le sous-conseiller en discutent dans le but de déterminer la stratégie la plus appropriée à l'avenir et ils prennent les mesures nécessaires pour assurer la stabilité à long terme du Portefeuille.

Ratios et données supplémentaires

Série	Période	Valeur liquidative totale (en milliers de \$)	Nombre de parts en circulation (en milliers)	Ratio des frais de gestion (%) ⁽¹⁾	Ratio des frais de gestion avant renoncations et prises en charges (%)	Ratio des frais d'opérations (%) ⁽²⁾	Taux de rotation du portefeuille (%) ⁽³⁾	Valeur liquidative par part (\$)
W	Mars 2021	118 830,78	12 141,12	1,45	1,45	0,02	0,55	9,79
	Sept. 2020	76 883,50	7 652,56	1,47	1,47	0,05	11,11	10,05
	Sept. 2019	10 437,55	1 049,29	1,55	1,55	0,09	0,00	9,95
WF	Mars 2021	21 869,50	2 202,38	0,65	0,65	0,02	0,55	9,93
	Sept. 2020	13 382,66	1 318,58	0,65	0,65	0,05	11,11	10,15
	Sept. 2019	1 988,29	199,55	0,69	0,69	0,09	0,00	9,96

1) Le ratio des frais de gestion est établi d'après le total des charges (compte non tenu des commissions et des autres frais d'opérations de portefeuille, ainsi que des retenues d'impôt) de la période indiquée et est exprimé en pourcentage annualisé de la valeur liquidative quotidienne moyenne au cours de la période.

2) Le ratio des frais d'opérations représente le total des commissions de courtage et autres coûts de transaction et est exprimé en pourcentage annualisé de la valeur liquidative moyenne quotidienne au cours de la période.

3) Le taux de rotation du portefeuille indique dans quelle mesure le sous-conseiller du Portefeuille gère activement les placements de celui-ci. Un taux de rotation de 100 % signifie que le Portefeuille achète et vend tous les titres en portefeuille une fois au cours de la période. Plus le taux de rotation au cours d'une période donnée est élevé, plus les frais d'opérations payables par le Portefeuille sont élevés au cours de ladite période, et plus il est probable qu'un porteur réalise des gains en capital impossibles au cours de la période. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement d'un portefeuille.

Frais de gestion

Le gestionnaire est responsable de la gestion, de la supervision et de l'administration du Portefeuille. En contrepartie de ces services, il reçoit des frais de gestion du Portefeuille, calculés quotidiennement en fonction de la valeur liquidative du Portefeuille, avant la TVH et selon un taux annuel présenté ci-dessous.

Les frais de gestion comprennent les frais de conseils en placement, de vente, de marketing et de placement du Portefeuille. De plus, le gestionnaire verse une commission de suivi aux courtiers sur ces frais de gestion. La commission de suivi est calculée selon un pourcentage de la valeur quotidienne moyenne des parts du Portefeuille détenues par les clients du courtier. Aucune commission de suivi n'est payée à l'égard des parts des séries WF du Portefeuille.

En plus des frais et charges à payer directement par le Fonds, certains fonds sous-jacents tiers pourraient avoir leurs propres frais et charges à payer. Le Fonds prend en charge indirectement sa quote-part de ces frais et charges. Toutefois, le Fonds ne paye aucuns frais de gestion ou autres charges semblables que, de l'avis du gestionnaire, une personne raisonnable pourrait considérer comme un dédoublement des frais à payer par un fonds sous-jacent pour le même service.

Le tableau ci-dessous présente les frais liés aux principaux services prélevés sur les frais de gestion et exprimés en pourcentage des frais de gestion de toutes les séries du Portefeuille :

	Frais de gestion (%)	Frais de conseils en placement et autres frais (%)	Commissions de suivi (%)
Série W	1,20	37,58	62,42
Série WF	0,45	100,00	s. o.

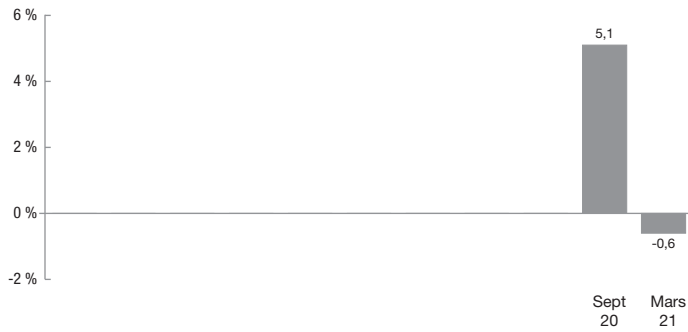
Rendement passé

Les données sur le rendement présentées ne sont pas nécessairement représentatives du rendement du Portefeuille dans l'avenir. Les données présentées supposent que toutes les distributions versées par le Portefeuille au cours des périodes indiquées ont été réinvesties dans des parts additionnelles des séries visées de celui-ci. Ces données ne tiennent pas compte des frais d'acquisition, de rachat, de distribution ou d'autres frais facultatifs qui auraient pour effet de réduire le rendement.

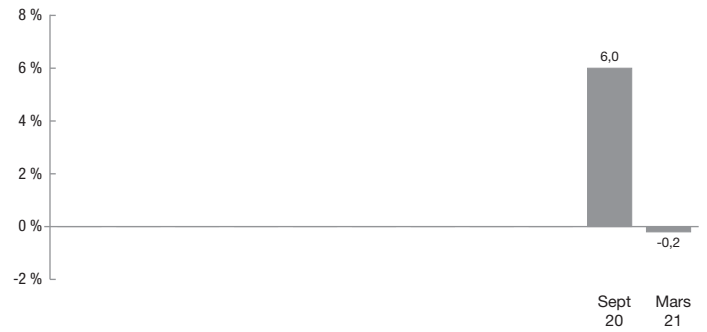
Rendement annuel

Les diagrammes suivants font état du rendement annuel de chaque série de parts du Portefeuille pour chaque période indiquée et illustrent les écarts de rendement du Portefeuille d'une période à l'autre, à l'exception de 2021, pour laquelle est présenté le rendement semestriel pour la période close le 31 mars 2021. Ils montrent les variations à la hausse ou à la baisse du rendement d'un placement entre le premier et le dernier jour de chaque période.

Série W



Série WF



Aperçu du Portefeuille au 31 mars 2021

Valeur liquidative totale : 140 700 280 \$

Principaux titres			Répartition de la valeur liquidative ⁽¹⁾		
		%			%
1	Mandat NEI revenu fixe, série I	64,9	Revenu fixe		66,8
2	Mandat NEI répartition d'actifs sous gestion, série I	20,0	Part de fiducie		19,2
3	Mandat NEI actions mondiales, série I	7,0	Actions		9,9
4	Fonds d'obligations d'impact mondial NEI, série I	5,0	Trésorerie et équivalents de trésorerie		3,4
5	Mandat NEI actions canadiennes, série I	3,1	Titres adossés à des créances hypothécaires		0,4
	Total	100,0	Autres		0,2
			Titres adossés à des créances mobilières		0,1
			Total		100,0

Répartition sectorielle ⁽¹⁾		%
Obligations de sociétés		27,5
Obligations fédérales		19,2
Titres indiciels		19,2
Obligations provinciales et de sociétés d'État		15,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie		3,4
Technologies de l'information		2,3
Services financiers		1,7
Obligations supranationales		1,7
Obligations gouvernementales étrangères		1,6
Biens de consommation discrétionnaire		1,4
Produits industriels		1,1
Obligations d'État américaines		0,9
Consommation courante		0,8
Services de communication		0,8
Soins de santé		0,8
Immobilier		0,5
Services publics		0,3
Matières premières		0,3
Autres		0,3
Énergie		0,2
Obligations municipales		0,2
Titres adossés à des créances mobilières		0,1
Titres adossés à des créances hypothécaires		0,1
Total		100,0

Répartition géographique (1)	%
Canada	65,5
États-Unis	21,6
Autres	9,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3,4
Total	100,0

1) Le tableau présente un aperçu des titres et catégories détenus dans le fonds principal et dans les fonds sous-jacents.

Les « parts de fiducie » comprennent les parts de FPI et de FNB et d'autres instruments de placement structurés de manière similaire.

La catégorie « Autres » inclut tous les pays qui représentent moins de 5 % de la valeur liquidative du Fonds.

L'aperçu du Portefeuille peut changer en raison des opérations effectuées par le Portefeuille. Des mises à jour sont disponibles chaque trimestre.

Siège social

1200-151, rue Yonge
Toronto (Ontario)
Canada M5C 2W7

Tél. : 416-594-6633 | Téléc. : 416-594-3370
Tél. sans frais : 1-888-809-3333